

# LA PRESSE EN REVUE...

**LUNDI 21 DECEMBRE 2015**

## SOMMAIRE

- 1) Des gros mots
- 2) Entretien avec...
- 3) Le détail de MLP !
- 4) Elle demande des comptes aux...
- 5) Avec un peu d'imagination
- 6) La reconstruction de la gauche
- 7) Les magouilles au PS, par quelques uns

Gérard Diez La Presse en Revue

**I) Jean Ziegler : "Parti et socialiste vont devenir des gros mots pour les classes travailleuses"**

Jean Ziegler. © AFP/ Michael Gottschalk

À 80 ans, le sociologue suisse Jean Ziegler n'a renié ni Marx ni le communisme. Il considère que François Hollande n'est qu'"un pâle rejeton de Guy Mollet ».

De notre correspondant à Genève, Ian Hamel

Durant l'été 2013, Olivier Bétourné, président des éditions du Seuil, de passage à Genève, dîne avec son ami Jean Ziegler. Contemplant les enseignes des grandes banques, des compagnies d'assurances, des bijouteries de luxe sur les bords du lac Léman, il provoque le sociologue suisse. "Tu as été député, professeur, écrivain, membre du bureau de l'Internationale socialiste, mais finalement, à quoi as-tu servi ?" De cette conversation vient de sortir *Retournez les fusils*, une réédition, totalement remaniée, d'un ouvrage paru trente-cinq ans plus tôt (\*). À 80 ans (il est né en avril 1934 à Thoune, dans le canton de Berne), l'auteur de *La Suisse lave plus blanc se* déclare toujours marxiste, communiste et... croyant.

**Le Point.fr : Pourquoi avoir repris comme autobiographie intellectuelle le titre de l'un de vos livres les moins connus ?**

**Jean Ziegler :** "Retournez les fusils" était le slogan des socialistes pacifistes qui se sont réunis clandestinement en septembre 1915 à Zimmerwald, en Suisse, dans une bourgade du canton de Berne. Le manifeste avait été rédigé par Léon Trotski. Il dénonçait la guerre comme une barbarie produite par le capitalisme, les marchands de canons. Y participaient des Français, des Allemands, des Russes, des Suisses, des Polonais, des Britanniques. Le prolétariat devait retourner ses armes contre les capitalistes, pas contre le camarade étranger.

**Si le monde change, vous, en revanche, vous refusez de changer. Vous utilisez toujours la langue de bois en évoquant dans votre livre "la dictature mondiale des oligarchies du capital financier globalisé" ...**

Et comment voulez-vous les appeler ? En 2013, les cinq cents plus grandes sociétés transcontinentales du monde se sont approprié 52,8 % du produit mondial brut (c'est-à-dire de toutes des richesses produites en une année sur la planète). Ces multinationales échappent à tout contrôle, notamment à celui des États. La banque UBS a un chiffre d'affaires qui est cinq fois supérieur au PIB de la Suisse. Ces capitalistes

font aujourd'hui un maximum de profits en spéculant sur les aliments de base comme le riz, le maïs, le blé. Les prix explosent, et toutes les cinq secondes, un enfant de moins de dix ans meurt de faim. Aujourd'hui plus que jamais, il faut retourner les fusils.

**Que proposez-vous ? D'aller flinguer son banquier ?**

Je ne suis pas un idéaliste irresponsable. Je dis que face à ce monde cannibale, les démocraties ne doivent pas rester indolentes. Mon livre est un livre d'espoir : des citoyens ordinaires, des mères de famille, des collégiens sont allés manifester devant les magasins de vêtements, de chaussures de sport, pour imposer aux grandes marques comme Benetton, Nike, Adidas de moins maltraiter les malheureuses ouvrières du Bangladesh, après l'effondrement de l'immeuble Rana Plaza à Dacca, qui a fait plus de 1 300 morts. Leur requête : "Pas de sang sur mes vêtements." Ces grands groupes, qui tiennent à leur réputation, ont partiellement cédé sur les salaires minimums, l'hygiène, le droit de se syndiquer. C'est cela que j'appelle *Retournez les fusils* !

**N'êtes-vous pas le dernier communiste, malgré tous les crimes commis en son nom ?**

Je reste marxiste et communiste. L'idéal communiste n'a été incarné que dans la Commune de Paris. Le communisme est non encore advenu, c'est une utopie. C'est vrai, je me suis souvent lourdement trompé. Je le reconnais. Mais pour citer Jean Jaurès : "La route est bordée de cadavres, mais elle mène à la justice."

**Vous êtes marxiste et chrétien ?**

Je crois en Dieu, mais je suis pour la dissolution du Vatican, cette cour médiévale ridicule, vraie insulte aux Évangiles.

**Vous avez été député socialiste au Conseil national (Assemblée nationale) en Suisse. Vous avez longtemps appartenu au bureau de l'Internationale socialiste. Quel regard portez-vous sur les socialistes, notamment français ?**

Je n'imaginai même pas que l'Internationale socialiste et le PS français pouvaient sombrer dans une telle déchéance ! Le grand projet du quinquennat de François Hollande, c'est le pacte de responsabilité, qui va permettre aux détenteurs du capital d'augmenter leurs dividendes et de

licencier sans problème ! Parti et socialiste sont devenus des gros mots pour les classes travailleuses. Quant à François Hollande, c'est un pâle rejeton de Guy Mollet... Il est comme le lapin devant le serpent, tétanisé face aux banquiers.

### **Allez-vous célébrer le centenaire de la conférence de Zimmerwald ?**

Bien évidemment. Je suis vice-président du comité préparatoire de cette commémoration.

(\*) Jean Ziegler, Retournez les fusils ! Choisir son camp, Seuil, 294 pages.

Le Point

## **II) Entretien avec Jérôme Guedj, en faveur d'une loi générale sur l'égalité et la lutte contre les discriminations**



Jérôme Guedj est conseiller départemental de l'Essonne, élu dans le canton de Massy, et membre du Parti socialiste.

La Reprise tient à noter que cet entretien a été réalisé avant les attentats du 13 novembre.

**La Reprise : Depuis bientôt un an, de nombreux ouvrages paraissent pour tenter d'expliquer, commenter, analyser les attentats de janvier. C'est dans ce contexte que l'historien Patrick Weil a publié « Le Sens de la République » avec le journaliste Nicolas Truong. Quel est votre sens de la République ?**

**Jérôme Guedj :** Le livre de Patrick Weil est essentiel et rappelle beaucoup d'éléments historiques salvateurs, même si, pour moi, la République ne se réduit pas aux seules questions

d'identité ou d'immigration brillamment traitées dans cet ouvrage, mais concerne toutes les questions sociales. Ensuite, l'ouvrage est incarné par des propositions qui s'inscrivent dans le réel, à l'inverse de tout ce que l'on a pu entendre sur les attentats de janvier. Les valeurs de la République évoquées au lycée sont devenues des mots qui glissent, vidés de sens. Or la dimension opérationnelle et combattante de la République (ce n'est pas un patrimoine, la République n'est pas un régime neutre, c'est un projet et donc un combat qui affronte d'autres projets politiques) est essentielle.

### **LR : Vous faites du Ségolène Royal, avec sa République par la preuve !**

**JG :** Eh bien, je pense qu'elle avait raison avant les autres. La formule est certes un peu galvaudée, mais la politique crève de ne pas avoir de prise immédiate, de ne pas réussir à accrocher le réel par des incarnations. Nous avons d'immenses progrès à faire pour crédibiliser la parole publique. Par exemple, assumer, dans le projet éducatif notamment à gauche, une dimension méritocratique qui est au cœur du débat ces derniers temps avec les réformes menées par Najat Vallaud-Belkacem.

### **LR : Il y a eu la réforme concernant l'entrée en classes préparatoires des meilleurs élèves de chaque lycée...**

**JG :** La façon dont cette proposition a été traitée est symptomatique de la manière dont est porté le débat à gauche. Cette réforme, qui n'avait aucune incidence budgétaire, qui incarnait les valeurs républicaines, était absente de la feuille de route des deux premières années du quinquennat. Du coup, le sujet s'est doucement éteint. Nous nous sommes réveillés, en tant que parlementaires, lorsque nous avons réalisé qu'il n'y avait aucune mention de cette réforme dans la loi sur l'enseignement supérieur et la recherche. Nous sommes montés au créneau et avons percuté le mur du conservatisme. Je n'oublierai jamais la discussion que nous avons eue avec la ministre de l'époque et son cabinet. On s'est fait copieusement réprimander, avec des « ça va nous emmerder », « ça envoie un message de rejet de la filière universitaire », « ça donne l'impression de privilégier les filières sélectives et les grandes écoles », etc.

Avec le recul, la réponse simple qu'il fallait donner à ce moment-là était : si ça vous pose un problème, dans ce cas faites la révolution et supprimez les filières sélectives ! Mais si vous les maintenez, il faut les démocratiser et en faciliter l'accès ! Nous avons fini par réussir à faire passer la réforme, mais cette réaction reste pour moi un mystère. D'autant que le parcours du combattant n'était pas terminé. L'inertie administrative a pris le relais : la première année il ne s'est rien passé, la deuxième année à peine davantage, et il a fallu que Najat Vallaud-Belkacem montre qu'elle n'était pas pour le « nivellement par le bas » pour que ça bouge.

Tout cela pour dire que la méritocratie ne doit pas être un tabou ni une valeur qu'on abandonne à gauche, comme la valeur travail qu'on a laissée à la droite. Nous avons une réelle difficulté à imaginer des innovations sociales et éducatives, à sortir des couloirs dans lesquels la gauche est censée être attendue.

**LR : Avez-vous d'autres exemples de renoncement en tête ?**

**JG :** Je pense à une deuxième promesse de campagne : le récépissé sur le contrôle d'identité. Je ne m'expliquerai pas ce renoncement. A part le fait que Manuel Valls, dès qu'il entre au ministère de l'intérieur, remet immédiatement le couvercle sur cette réforme, suivi par François Hollande. Et il n'y a, à ce moment-là, aucune réaction de ministres pour la porter. Pourtant, c'est la même chose : une mesure qui ne coûte pas d'argent, qui certes bouscule la société sur son rapport à la police, mais... ce rapport n'a pas bougé d'un iota depuis si longtemps !

Concernant le droit de vote des étrangers, j'aurais un regret : nous aurions pu mener cette bataille en même temps que celle pour le mariage pour tous. Et, au lieu de laisser la droite se mobiliser et se crispier sur ce sujet, on aurait pu prendre à témoin des députés de l'opposition ouverts sur la question par le passé, d'autant que la société était mûre à l'époque, avec des sondages favorables. Mais nous avons refusé de livrer bataille. La République, c'est aussi savoir créer un rapport de force.

Si l'on veut aller plus loin, je pense que la gauche meurt en grande partie du tempo qui a été donné pendant les primaires du PS, qui consistait à déterminer qui serait le meilleur ministre des finances, une espèce d'hyper-tropisme sur des sujets comme la dette souveraine, le déficit

budgétaire, etc. Plein de choses intéressantes, essentielles, mais qui, pour le coup, ne donnent pas sens à la République. Cela donne l'impression qu'on est seulement dans la soumission à quelque chose, en l'occurrence le traité de Maastricht. La gauche du réel, la gauche du terrain, est devenue totalement absente. Il n'y a plus de mots qui parlent.

**LR : Justement, quels mots utilisez-vous pour défendre vos valeurs de gauche ?**

**JG :** J'avoue que, lorsque l'on fait du porte-à-porte, le processus d'identification est devenu difficile. Nous pâtissons d'une sorte d'économisme orthodoxe qui consiste à nous faire avaler qu'on n'a pas de marge pour mener une autre politique, mais comme on l'a vu, les mesures que nous venons d'évoquer ne sont pas coûteuses. Un autre exemple me revient : l'histoire des petits déjeuners gratuits servis au collège, que nous avons mis en place dans l'Essonne.

Au début, mon administration était contre. Elle m'a sorti une dizaine de notes pour me dire que c'était trop compliqué, que ça perturbait les fonctionnements, bref, elle n'en voulait pas. Toutes les semaines, je tenais une réunion, je prenais la plume, et aujourd'hui ils voient que ça marche. Encore une fois, ce sont des mesures peu coûteuses. En année pleine, à l'échelle de toute l'Essonne, sur les collèges où 90% des enfants viennent à pied et arrivent en même temps dans l'établissement (une trentaine sur les 100 collèges du département), cela coûte 800 000 euros. Sur un budget d'un milliard, celui des collèges est de 35 millions d'euros ! Et la visibilité est énorme ! Il y a même un noyau dur de professeurs auprès de qui j'ai expérimenté le dispositif qui me disent : « ça nous a concrètement changé la vie, et ça a changé la vie des gamins ». Je n'ai pas eu le temps de le faire, mais je souhaitais qu'à la fin, le dispositif infuse tellement que ce soit les professeurs eux-mêmes qui en soient demandeurs. Je crains aujourd'hui que mon successeur au Conseil départemental n'abandonne cette action, par pure idéologie.

**LR : Idem pour l'ouverture des bibliothèques le dimanche. Cette mesure est réclamée depuis longtemps, et elle ne prend forme qu'aujourd'hui...**

**JG :** Exact. Il existe un micro-conservatisme opposé à cette réforme, mais il aurait été assez simple pour le ministre de la Culture de prendre la

parole et de créer un petit service public afin de justifier par exemple l'obligation d'accès à une connexion internet dans les bibliothèques. En tout cas beaucoup plus simple que d'ouvrir les magasins le dimanche ! Et cela coûte quelques centaines de milliers d'euros par an !

**LR : Comment expliquez-vous de tels blocages ?**

Il y a au niveau de l'administration une frilosité au changement. J'ai souvent cette réaction : « ce que vous proposez n'est demandé par personne ». C'est vrai. Mais c'est aussi le rôle du politique d'être à l'avant-garde pour proposer des choses ! Un autre exemple sur le CV anonyme. On a dit que c'était contraire à la simplification que l'on voulait proposer aux entreprises. Dans le débat, on aurait pu commencer par dire que dans la lutte contre les discriminations, il y a l'exemplarité de la puissance publique. Montrer qu'au sein de l'Etat, dans les collectivités locales, on fait du CV anonyme ! A qui cela aurait-il posé problème ? C'est déjà le cas, si j'ose dire, pour les concours de la fonction publique ! Jusqu'à l'entretien d'admissibilité, on est anonyme ! Personnellement, j'ai pratiqué pendant un an le CV anonyme au sein de mon administration, et ça marche ! Je ne dis pas que ça peut s'appliquer aux petites entreprises, mais là où il y a une fonction RH et où il y a une pluralité de métiers, oui !

**LR : Quels résultats observez-vous ?**

**JG :** Nous avons fait expertiser la démarche du CV anonyme menée au niveau local par une équipe universitaire de Paris 1, qui a publié ses résultats dans des revues académiques. Sur 800 CV, nous avons une augmentation de 33% de personnes recrutées ayant des prénoms et des noms à caractère discriminatoire. Encore une fois, cette mesure enverrait un message formidable, et ça ne coûterait rien du tout !

Pour résumer, nous avons le petit déjeuner gratuit à l'école, l'ouverture des bibliothèques le dimanche, le récépissé sur le contrôle d'identité, l'accès assuré aux filières sélectives pour tous les lycées, le CV anonyme... si demain on faisait l'équivalent d'une loi Macron, pas sur la croissance et l'activité mais pour l'égalité et la lutte contre les discriminations, dans laquelle il y aurait une dizaine de mesures phares porteuses d'un message fort, cela changerait la donne et redonnerait des couleurs à la gauche !

**LR : Comment expliquer qu'aujourd'hui, la**

**question identitaire domine le débat politique et semble combler cette quête de sens de la République ?**

**JG :** Le plus grand problème, c'est que la gauche aborde ces sujets identitaires de manière défensive, soit parce qu'elle est sous la pression du Front national, qui contamine la droite et par le même coup Nicolas Sarkozy, lorsqu'il créa le fameux ministère de l'identité nationale ; soit parce qu'elle est dans la réaction, par exemple après les attentats de janvier où l'on assiste à une confrontation majeure. On estime alors qu'on résoudra la question en se payant de mots, en répétant vingt fois « la France, la Patrie, etc. ». Et après ? C'est de l'impressionnisme ? Je ne peux pas imaginer la République sur la défensive. Finalement, aujourd'hui, les « indigènes » de la République que sont le FN sont plus audibles sur la République que ceux pour lesquels il s'agit d'un patrimoine commun. J'en reviens à Ségolène Royal qui, en 2007, prononçait son amour du drapeau. Elle s'est fait moquer, mais là aussi, elle avait dix ans d'avance.

**LR : Mais pourquoi cette obsession de la question identitaire ?**

**JG :** Je pense que cela vient du fait que l'on a répété à tout bout de champ qu'il existe une tyrannie européenne et économique contre laquelle il n'y a aucune alternative. Ce discours a même réussi à s'imposer au sein de ce gouvernement de gauche radicale élu sur un programme antinomique ! On crée alors une indifférenciation dans l'exercice du pouvoir entre la gauche et la droite . Du coup, on invente un autre espace où l'on fabrique de la différenciation : des questions sociales, un peu, mais surtout des questions identitaires. J'en reviens à ce que je considère comme les fondamentaux de la République : c'est certes la question nationale, mais aussi et surtout la question sociale ! Les mots du salariat, du travail, des ouvriers, sont prédominants mais ont disparu de l'imaginaire de gauche. On a assumé une réduction de notre périmètre électoral et désormais, on va avoir du mal à faire voter à plus de 70% les quartiers populaires... Je le répète : la question d'identité nationale ne peut pas se substituer à la question sociale.

**LR : Comment expliquez que la ligne sociale-démocrate soit majoritaire aujourd'hui au PS ?**

**JG :** Je vais vous dire une chose : si François

Hollande, pour une raison totalement incongrue, avait décidé d'être sur une ligne beaucoup plus à gauche que celle décidée à son élection, il aurait trouvé une même majorité parlementaire, car c'est le fonctionnement des institutions de la Vème République, et je ne suis même pas sûr qu'il aurait eu des frondeurs de l'aile droite pour lui barrer la route ! A vrai dire, cette aile droite du PS est minoritaire, mais elle a réussi à s'imposer.

### **LR : Pourquoi ?**

**JG :** Car il est beaucoup plus simple de se présenter comme un mouvement qui cherche à accompagner – au mieux à tempérer, voir humaniser – les effets dévastateurs de la mondialisation libérale, plutôt qu'être prêt à organiser un rapport de force avec cette mondialisation. Je reste très marqué par une discussion avec Lionel Jospin au moment de la mise en place des 35 heures. Il a dit, face à Blair et Schröder : « je fais une prise d'avantage », « je vais me frotter le rapport de force capital/travail par le biais de la réduction du temps de travail », dans la tradition historique de la gauche. C'est une mesure concrète, il n'est pas parti sur un discours théorique, il n'a pas dit « au nom du partage des richesses », mais « au nom de la lutte contre le chômage, je vais organiser le partage du travail ».

### **LR : Que pouvez-vous dire sur votre conception de la laïcité ?**

**JG :** J'ai surtout envie aujourd'hui de souligner les petits renoncements qu'on a pu faire en tant qu'élus vis-à-vis de la laïcité, et qui nous explosent à la figure aujourd'hui. Je pense qu'on a eu un discours incantatoire sur la laïcité, tout en nous accommodant des petits coups de canif qui lui ont été portés. Tout cela en opposition à une laïcité punitive, alors que ça ne la caractérise pas.

### **LR : Que voulez-vous dire ?**

**JG :** J'adhère totalement à l'idée de Patrick Weil selon laquelle la laïcité est d'abord une donnée juridique. Mais c'est aussi une éthique de comportement. Aujourd'hui, je suis beaucoup plus dur sur ce sujet, car la liste de ces petits renoncements à la laïcité est longue. Certes, cela part toujours d'un bon sentiment, pour s'ouvrir et englober ceux qui ne peuvent pas spontanément adhérer à ces principes de par leur histoire. Mais en faisant cela, on ne crée pas des sas vers la laïcité, car ces sas deviennent la maison commune. Je suis pour l'étanchéité totale entre les

élus et les religieux. On va me dire que je me coupe des gens, en particulier dans un moment comme aujourd'hui marqué par une forte dépolitisation des citoyens, et ou beaucoup considèrent que le seul moyen de politiser consiste à passer par le biais religieux. N'importe quel élu estime essentiel de faire une rupture de ramadan ou un petit « coucou » dans une synagogue un jour de Yom Kippour. Mais en faisant cela, ils légitiment l'idée que l'identité reconnue dans la sphère collective est l'identité personnelle et religieuse. Je peux paraître intransigeant, mais pour moi, un Président de la République qui se signe à une manifestation publique, des élus présents dans des manifestations religieuses ou qui estiment qu'ils se doivent d'organiser le dialogue inter-religieux : toutes ces histoires d'adaptation du service public aux revendications de « bon sens » ou de « commodité » sont devenues inacceptables.

[lareprise.fr](http://lareprise.fr)

## **III) Le «détail» de Marine**

Claude Askolovitch



Marine Le Pen au palais de l'Élysée, à Paris, le 15 novembre 2015 | REUTERS/Philippe Wojazer

La dédramatisation du Front National est un leurre. Les tweets scandaleux de Marine Le Pen montrant des corps suppliciés par Daesh prouvent que comme son père, elle répond aux échecs par l'outrance.

Brutal et bagarreur dans sa jeunesse, Jean-Marie Le Pen parlait du «voile rouge breton» qui s'abattait devant ses yeux, quand l'alcool le rendait mauvais et une offense méritait vengeance, et rien ne comptait que l'ivresse des

coups. Marine était sans doute sobre mercredi matin et ses rixes ne sont faites que de mots, mais le voile breton aveuglait son sens moral quand elle a twitté des images de corps suppliciés par Daesh, voulant ensevelir sous l'horreur le journaliste Jean-Jacques Bourdin, coupable selon elle d'avoir acté un parallèle entre le Front national et l'Etat islamique en interrogeant l'islamologue Gilles Kepel.

«J'en ai marre» me disait-elle le soir, dans une longue conversation. Elle était remontée à souhait mais sans aucun cri, sûre de son fait, alors qu'elle venait de fabriquer son «détail»: ce mot qui fera partie de vous, qui vous résumera jusqu'au bout de votre âge, qui justifiera contre vous les préventions et les interdits. Son père est pour toujours le profanateur des chambres à gaz, elle est désormais celle qui méprise les martyrs du terrorisme. Elle ne voyait pas aussi loin, jurant qu'elle défendrait l'honneur de son parti et de ceux qui la suivent, qu'elle n'admettrait plus d'être assimilée aux barbares, révoltée par Manuel Valls, grand artisan de son isolement («il est fou»), défiant le monde et répétant encore: «J'en ai marre».

## Souvenirs et hérédité

«On en a marre», c'était le mot de Jean-Marie Le Pen il y a 18 ans, quand il projetait sa masse contre une socialiste terrifiée, Annette Peulvast Bergeal, alors maire de Mantes-la-Ville et candidate aux législatives du printemps 1997. L'ours breton poussait la dame, la griffait et hurlait, «on en a marre!», et l'image lui valut condamnation. Ce jour-là, Le Pen avait été accompagné de manifestants aux cris de «F comme fasciste, N comme nazis», c'étaient les slogans de l'époque, ils enserraient toutes les démonstrations frontistes, et la frustration avait emporté le chef. Le harcèlement démocratique – ainsi parlait-on- avait rempli son œuvre, poussant Le Pen à la rage. Nous y revoilà. Cet automne 2015, le parallèle entre le repli identitaire gaulois qui nourrirait le FN, et la crise identitaire musulmane qui porterait Daesh a poussé Marine le Pen vers l'odieux. «Voter FN, c'est voter Daesh», disaient Mourad Boudjellal, magnat de la bande dessinée, patron du Rugby club de Toulon et soutien de Christian Estrosi tout comme le socialiste François Patriat, président sortant de l'ex-région Bourgogne, et combien d'autres, entre sociologisme oiseux et raccourci journalistique... Marine Le Pen est tombée dans le piège. Elle s'est révélée odieuse, préoccupée de sa seule

colère et méprisant les morts. Ses ennemis tiennent leur preuve.

Notons bien. La jouissance n'est jamais loin quand le voile rouge se dissipe. «Ca fait du bien», ronronnait Le Pen en 1997 après son équipée mantoise (ayant également coursé un manifestant aux cris de «pédés, rouquin, je vais te faire courir»). Marine, elle, plastronne sous l'indignation. Ne regrette rien ni ne concède, et, si l'on remonte son offensive twitteuse, on y verra aussi cette invite lancée à ses fans: «électeurs du FN, @JJBourdin\_RMC vient de vous comparer à Daesh. Dites ce que vous en pensez à RMC : 0171191191» Elle sait, Marine, ou suppose, que l'auditorat d'une radio populaire peut recouper l'électorat de son parti populiste, et elle en joue, ravie. Qui a besoin de qui? Elle renvoie RMC et Bourdin dans le système et la ploutocratie, comme si elle disposait, elle, de l'authenticité prolétarienne. Six millions de voix, sept millions demain, les jeunes et les ouvriers sont à elle et que les journalistes en tiennent compte. C'est une histoire qu'elle se raconte aussi, mais allez savoir. Son père aussi parlait à sa France, qu'il entretenait contre les autres. Ils sont les mêmes, et cela n'a jamais été aussi vrai qu'aujourd'hui, quand elle lève son peuple contre le système.

## Le Front renoue avec son passé

Les tweets profanateurs de Marine Le Pen ne sont pas seulement l'expression d'une colère... Ils marquent un moment du Front qui retrouve ses cycles antérieurs. L'alternance de périodes d'optimisme, de paris sur une acceptation possible et l'envie de l'assiette au beurre –et de moments de replis identitaires, de verrouillages idéologiques dans le rejet de tous les adversaires... Le Pen père, ainsi, ne fut pas toujours antisémite, on veut dire publiquement. Il le devint à la fin des années 80 quand la droite au pouvoir ne l'intégra pas à son jeu. Si Chirac le rejetait -Le Pen s'en convainquait- c'était sous la pression des lobbys juifs qui dictaient leur loi au patron de la droite. Ce fut alors -après le premier «détail», que le FN et son chef firent du négationnisme un argument politique (Faurisson parla ainsi dans National-Hebdo, l'organe du FN). Les dérapages de Le Pen et la réprobation qu'ils entraînaient, consolidaient le FN en forteresse assiégée, le glacis du vieux diable. La diabolisation était aussi voulue par le leader frontiste pour répondre au rejet. «Un Front gentil, ça n'intéresse personne», maugréait Le Pen en 2005 quand sa fille, pas encore tout à fait rebelle,

tâtonnait à polir son image... Le déjà vieux Monsieur avait alors qualifié l'occupation allemande de «pas tellement inhumaine», et ce dérapage collabo était une réponse –stupide, abjecte et vexée- à l'humiliation de 2002, quand 82% des votants de la présidentielle et des millions de manifestants avaient signifié son interdit à Le Pen après la duperie du 21 avril.

## Humiliation et diabolisation

Au second tour des élections régionales, Marine Le Pen a connu ce qu'avait subi son père. Personnage starisé du monde des médias, ayant chassé papa et donc l'antisémitisme du FN, récupérant les dégénérescences du gaullisme et les rémanences du communisme, influenceuse mondiale selon Time Magazine, ayant soulevé les votants comme jamais l'extrême droite avant elle, elle se retrouvait, elle, la blonde espérance de la France furieuse, stigmatisée à son tour, fauteuse de trouble et annonciatrice de la guerre civile (Valls), et puis battue, tout simplement. Finalement, malgré ses purges et son énarque, le Front était suspect, de fascisme parfois, d'incompétence autrement, et donc refusé.

Tant d'efforts pour cela? Pour Marine et ses ambitieux, le choc est aussi violent que pour le FN de 1986, qui avait cru pouvoir accompagner la droite victorieuse, et la conséquence est identique. Les vainqueurs ont triché, le système est pervers, ces gens-là paieront air connu. Mais plus encore: puisque vous nous rejetez, dit le Front (imaginons que le Front parle), nous serons réellement détestables, et cette diabolisation que vous nous imposez, nous la construirons nous-même, nous la choisirons, et nous twitterons des cadavres.

Pour Jean-Marie, l'antisémitisme n'était qu'une circonstance, qui lui correspondait sans doute, une vilénie de son âge. Mais être le Mal était le vrai sujet, et s'en prendre au martyr juif un moyen imparable. Marine n'est pas antisémite. Elle a d'autres transgressions qui lui correspondent. Attaquer l'Islam ou les migrants, hélas, ne choque plus grand-monde dans ce pays. Mépriser les suppliciés du terrorisme, en revanche, relève du blasphème. En quelques tweets, elle a nié un sacré de notre temps: ce que l'on doit aux morts, et singulièrement aux victimes de la barbarie djihadiste, ce nazisme de nos peurs. Elle ne nie pas le supplice -son père le faisait- mais elle nie les suppliciés. C'est son détail de l'histoire, un détail à sa mesure. Quand bien même elle n'aurait voulu que choquer pour démontrer, elle a enfilé le vieux costume de son diable de père. Elle lui aura

pris cela, aussi.

Claude Askolovitch



## IV) Emploi : la CFDT demande des comptes au patronat

Par latribune.fr



Laurent Berger se prononce en faveur d'"une forme de contrainte" vis-à-vis des entreprises qui ne recrutent pas assez d'apprentis. (Crédits : reuters.com)

**Alors que le Premier ministre Manuel Valls prépare pour janvier de nouvelles mesures pour l'emploi, "il faut commencer par demander des comptes au lieu de se laisser embarquer dans l'escalade des revendications patronales", assène Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, dans un entretien au JDD.**

Le gouvernement doit "commencer par demander des comptes" au patronat sur l'emploi et ne "pas céder à la pensée unique selon laquelle le problème est le coût du travail, comme le dit le Medef", estime le numéro un de la CFDT Laurent Berger, dans une interview au Journal du dimanche. Alors que le Premier ministre Manuel Valls prépare pour janvier de nouvelles mesures pour l'emploi et que la France "rêve d'une solution miracle", "il faut commencer par demander des comptes au lieu de se laisser embarquer dans l'escalade des revendications patronales", assène le secrétaire général de la centrale réformatrice. "Je dis au gouvernement, " ne cédez pas à la panique,



ne cédez pas à la pensée unique selon laquelle le problème est le coût du travail comme le dit le Medef "", demande M. Berger. Pour lui, "le problème, c'est l'investissement, la qualification et la formation". Les idées du Medef, "c'est la précarité" et au bout, "un piège", ajoute-t-il.

La baisse du coût du travail via le Pacte de responsabilité, qui permettra, une fois atteint son régime de croisière en 2017, de redistribuer 40 milliards d'euros par an aux entreprises, n'a pas atteint son but, estime M. Berger. "Les entreprises ont eu l'argent (...) Elles devaient investir, former, embaucher. Quelques branches se sont engagées mais beaucoup ont failli. Je demande que le gouvernement réunisse dès que possible tous les partenaires sociaux pour tirer les choses au clair", poursuit-il.

Pour le leader de la CFDT, "il faut arrêter de considérer que les organisations patronales n'ont aucune responsabilité dans le chômage" quand, selon lui, elles ne s'inscrivent pas dans le "nouveau monde, celui de la transition énergétique, de la transition numérique", au moment où il y a "un besoin urgent de former 450.000 demandeurs d'emploi supplémentaires". Le système de la formation est grippé car "tous les acteurs n'agissent pas ensemble", "nous voulons travailler mieux avec les conseils régionaux" pour remplir les stages vacants, ajoute-t-il. Mais "nous attendons que l'Etat s'engage fortement sur le financement des mesures à venir", prévient-il.

En matière d'apprentissage, M. Berger plaide pour permettre des entrées "à n'importe quelle période de l'année" car "aujourd'hui, si un jeune rate la rentrée de septembre, il se retrouve démuné pendant un an". Il se prononce également en faveur d'"une forme de contrainte" vis-à-vis des entreprises qui ne recrutent pas assez d'apprentis (AFP).

## V) Innovations sociales, le pouvoir d'imagination



La liste est déjà longue : le revenu minimum d'insertion, le service civique, la couverture maladie universelle, le droit au logement opposable, bientôt les « territoires zéro chômeur de longue durée » qui ont fait l'objet d'une proposition de loi adoptée la semaine dernière à l'Assemblée nationale, à l'unanimité. Et peut-être un jour verrons-nous apparaître des « points conseil budget » pour les familles surendettées, ou encore une généralisation du dispositif nommé Tapaj, pour « travail alternatif payé à la journée », à destination des jeunes en errance, déjà en place dans plusieurs villes de France dont Bordeaux.

À l'origine de toutes ces innovations sociales, des associations, petites ou grandes, anciennes ou récentes, qui ont décidé de faire cause commune le temps de faire grandir une « idée ». Et du temps il en faut, beaucoup d'énergie aussi et pas mal d'opiniâtreté. Il a fallu, par exemple, pas moins de cinq ans pour que le projet d'un droit au logement opposable, porté notamment par Emmaüs et ATD Quart Monde, se transforme un jour en loi dite Dalo. Un texte qui n'a évidemment pas réglé la question du mal-logement en France ; néanmoins, il contribue peu à peu à régler des situations individuelles et surtout à mettre en évidence les besoins collectifs.

Mises bout à bout, toutes ces initiatives ont permis au cours de ces dernières années à des individus, des familles, de mieux vivre, de mieux se soigner, de renouer avec le travail, de retrouver une vie sociale. Et ce, grâce à une méthode éprouvée depuis fort longtemps dans le monde associatif, qui tient en trois mots : repérer, coopérer, expérimenter. Repérer les difficultés, coopérer pour faire avancer un projet, expérimenter les solutions. Dans cette période d'après élections, qui a relancé à grand bruit la question de l'impuissance des responsables politiques face aux enjeux de l'emploi en particulier, voilà de bonnes pratiques qui pourraient utilement inspirer.

Florence Couret

LA  
TRIBUNE

LAPRESSEENREVUE.EU

la Croix

## VI) Et maintenant, comment reconstruire à gauche ?



Après l'échec aux régionales, une gauche à reconstruire  
Photo : Boris Horvat/AFP

Le débat à gauche après les élections régionales. Avec les points de vue de Gaël Brustier, politologue et essayiste (1), Gérard Mauger, directeur de recherche émérite au CNRS, Stéphanie Roza, professeure de philosophie, Jean-Numa Ducange, maître de conférences en histoire à l'université de Rouen de philosophie, Pierre Mathiot, professeur de science politique, Sciences-Po Lille, Serge Regourd, directeur de l'Institut du droit de la culture et de la communication, Toulouse-I-Capitole et Pierre Khalfa, coprésident de la Fondation Copernic.

**La pleine conscience de sa propre défaite** par Gaël Brustier, politologue et essayiste (1)



Les élections régionales ont révélé une rétractation électorale du PS sur le sud-ouest, la Bretagne et les idéopôles, c'est-à-dire les métropoles connectées à la globalisation (Paris,

Grenoble, Montpellier...). Elles ont aussi précisé

le risque de progressive extinction de la gauche radicale, qui a disparu de plusieurs hémicycles régionaux. La tripartition des votes ne doit pas camoufler la possibilité d'une marginalisation possible de la gauche en France et une polarisation à droite de la vie de notre pays.

Les résultats électoraux sont souvent la traduction d'un rapport de force idéologique, de l'état de ce que l'on peut appeler, à l'instar d'Antonio Gramsci, le «front culturel». La plongée de notre pays dans le processus d'intégration européenne et dans la globalisation, la montée des interdépendances entre les États et entre les hommes ont des effets sur la vision du monde de nos concitoyens. Parmi les autres déterminants du vote, la puissance de l'idéologie mêlant immigration, rejet de l'islam, peur du terrorisme, discours sécuritaires est incontestable dans ce scrutin. Elle se fait explication du monde et, dans les derniers mois et semaines, a travaillé l'électorat en profondeur. La «crise des migrants» avait servi de carburant dans d'autres scrutins récents en Autriche (profitant au FPÖ) et en Suisse (profitant notamment à l'UDC). Dans le même temps, l'affaire grecque a révélé une forme

d'impréparation de la gauche radicale à affronter la coercition européenne. L'effet «vote utile» à gauche dans ce contexte n'est pas étonnant. Il permet un maintien du score des listes PS sans empêcher la rétraction sur quelques bastions de la gauche.

Une tentation de la social-démocratie française va être d'incarner un «moindre mal» en usant et abusant du vocabulaire républicain, en tentant par des alliances de centre droit de devenir le seul et dernier obstacle à un FN, dont on voit qu'il est encore rejeté, en l'état, par une majorité de Français. Partant du constat qu'elle devient structurellement minoritaire, cette gauche-là a la tentation de devenir un partenaire (inévitavelmente mineur) d'une alliance «au centre», c'est-à-dire avec des fragments de la droite non radicalisés, économiquement libéraux mais hostiles à l'accent mis sur l'identité par la droite de Nicolas Sarkozy. Cette stratégie consacrerait un déplacement de l'axe de notre vie politique à droite et n'empêcherait probablement pas une forme d'ethno-libéralisme de voir le jour.

Face à cette tentation, celle de construire une gauche idéale à côté de la gauche réelle n'a pas plus de chance de réalisation aujourd'hui que celle de faire un Parti socialiste idéal à côté du parti socialiste réel hier. Il ne s'agit plus désormais de faire un «virage à gauche». Si la gauche est aujourd'hui structurellement minoritaire en France, elle doit prendre le temps de la critique et de l'analyse, pour se doter des outils lui permettant de devenir, un jour, majoritaire. C'est de la pleine conscience de sa propre défaite que la gauche, qu'elle soit radicale ou sociale-démocrate, peut tirer les ressorts de sa refondation, et transcender ses contradictions. C'est, au fond, ce qu'a entrepris Podemos en Espagne.

Au-delà des effets de mode, l'apport de Podemos au renouveau de la pensée stratégique doit être pleinement analysé. Que Podemos subisse un succès ou un échec relatif au regard de sa jeune histoire est relativement secondaire par rapport aux questions que soulèvent ses animateurs Pablo Iglesias et Inigo Errejón. Pour surmonter les difficultés de leur camp, ils ont quitté le sillage des vieux appareils, pour penser librement une stratégie alternative. Ils l'ont fait en analysant le système de pouvoir de l'Union européenne, l'évolution du système capitaliste, la modification des configurations sociales qui en découle, les nouvelles formes de coercitions et les possibles brèches dans le consentement dans lesquelles ils

pouvaient s'engouffrer. Oui, tout est à repenser, tout est à refonder.

(1) Dernier ouvrage paru : À demain, Gramsci, Éditions du Cerf.

### **L'impératif de lisibilité impose la clarté** par Gérard Mauger, directeur de recherche émérite au CNRS



Suffit-il, pour lutter contre le FN et gagner «la bataille des idées», de prendre systématiquement le contrepied de ce que disent ses porte-parole ? Au risque de décevoir, sinon d'indigner, je

voudrais expliquer les raisons que j'ai d'en douter... Quand le FN dénonce «l'UMPS», faut-il vraiment tenter de réhabiliter le PS et feu l'UMP ? Il me semble qu'en l'occurrence le FN exprime le point de vue profane sur les partis politiques qui alternent au pouvoir en France, comme un peu partout en Europe (quand ils ne forment pas une «grande coalition») : «La gauche et la droite, c'est du pareil au même...» Faut-il contredire une vérité de sens commun qui se trouve être aussi, grosso modo, une vérité «objective» et laisser au FN le monopole de l'opposition au «système» ?

De même, en un temps où l'expérience grecque est venue rappeler à ceux qui en doutaient encore qu'il n'y a pas d'expérience «de gauche» possible dans le cadre de l'Europe des traités, faut-il laisser au FN le monopole de l'opposition (apparente) à la construction européenne que dénonçait (victorieusement) «la gauche de gauche» au temps qui n'est pas si lointain du «non au TCE» ? Faut-il, au prétexte d'internationalisme, défendre l'internationale du capital, «la concurrence libre et non faussée», les menaces permanentes de délocalisation et la libre circulation des containers à travers le monde ?

Pour combattre le FN avec quelque chance d'être entendu par les profanes, il ne s'agit pas de sauver la mise du PS ou celle des «Républicains», mais de dénoncer leur uniformisation dans le cadre intangible des politiques néolibérales européennes. Ainsi devient-il possible (et audible) de dénoncer les faux-semblants d'un FN, vrai défenseur du capital et faux défenseur des travailleurs, aligné lui aussi, en dépit des

apparences, sur l'UMPS.

Reste le troisième thème de prédilection du FN : la vindicte contre les «cassoces» c'est-à-dire, pêle-mêle, la délinquance et «l'assistanat» attribués à «l'immigration». S'il ne s'agit évidemment pas, en la matière, d'endosser les propos du FN, comment engager «la bataille des idées» sans être assuré de la perdre ?

En un temps où les classes populaires, plus ou moins «établies», sont confrontées à «l'insécurité sociale» et dénoncent les «jeunes des cités» indistinctement supposés auteurs d'«insécurité» et/ou les prétendus «privilèges» des immigrés, le vote FN renforce symboliquement la frontière qui les en démarque et conjure magiquement la menace d'une retombée toujours possible dans l'indignité et la misère. Sans «blâmer les victimes» ni sembler prendre le parti des «mauvais pauvres», on peut rappeler que les rodomontades contre «la racaille» ou «les assistés», qu'elles émanent de la famille Le Pen ou de Sarkozy, sont non seulement inefficaces pour lutter contre la délinquance ordinaire, mais détournent le sentiment d'injustice de sa cible : les inégalités obscènes que reproduit le cynisme illimité des classes dominantes et de leurs porte-parole politiques attirés (des «Républicains» au Front national, sans oublier le Parti socialiste).

Prenant prétexte du «nationalisme» du FN et de la réhabilitation sarkozyste de «l'identité nationale», faut-il leur emboîter le pas et encourager chacun à afficher une «identité culturelle» irréductible ? Au motif que le FN revendique une «laïcité» qui sert de cache-misère à un racisme anti-arabe hérité de l'OAS, faut-il la lui abandonner ? Est-il si difficile d'être à la fois laïque et antiraciste, rationaliste et tolérant, de mettre en avant tout ce qui peut rassembler – une condition de classe partagée, exploitée et dominée – plutôt que ce qui sépare ?

L'impératif de lisibilité par les profanes (où se recrute le parti majoritaire de l'abstention) impose la clarté à toute tentative de reconstruction de la gauche.

*Jean Jaurès, l'Humanité, le 10 mai 1912. « Quelle abjection dans cette propagande de la peur !*

*On lit sur les murs de Paris d'ignobles affiches qui apprennent au monde que toutes les boutiques sont forcées, que toutes les existences sont menacées, qu'au coin de toutes les rues le passant est guetté par le couteau d'un Apache. "Défendons-nous", hallucinons les cerveaux,*

affolons les cœurs ; demandons à la société française de répudier toutes les lois humaines. »

**Besoin de radicalité et rôle des mouvements sociaux** par Stéphanie Roza, professeure de philosophie et Jean-Numa Ducange, maître de conférences en histoire à l'université de Rouen



Au lendemain des élections régionales, le Front de gauche n'est même pas en mesure de compter ses électeurs, parce que la division a conduit à un éclatement des listes et des

sigles. Pour convaincre, encore faut-il exister ! Pendant ce temps, et quels qu'aient été les effets dudit «front républicain», le FN a encore gagné des électeurs entre les deux tours. Lui, du moins, est en mesure de les compter : 6,8 millions. Un record historique.

Une partie de la gauche de la gauche, pas plus qu'au premier tour, n'a pas su faire la différence et se poser en alternative à la gauche gouvernementale. Elle a emboîté le pas à la direction nationale du PS pour crier, une fois de plus, à la menace fasciste. Elle a été, pour certains de ses représentants, jusqu'à prétendre qu'un Christian Estrosi, notoirement connu pour ses positions grossièrement hostiles aux musulmans et ses appels du pied à l'électorat raciste, était un «rempart»... contre l'extrême droite. Donc jusqu'au point de défendre l'idée que la gauche avait raison de disparaître de certains conseils régionaux, de se priver de toute possibilité d'intervention dans ce cadre pendant toute une mandature, laissant le champ libre au FN et à une droite qui s'aligne de plus en plus sur ses thèmes et son message identitaire.



On ne peut prétendre incarner l'alternative sans analyse rationnelle des réalités politiques auxquelles le présent nous confronte. Par le passé, les adversaires les plus intelligents du PCF

avaient su cesser de l'appeler «le parti de Moscou» une fois le temps du stalinisme passé. Pourquoi persister, contre l'évolution de la réalité elle-même, à miser sur la peur plutôt que sur

l'intelligence collective en continuant de prétendre que le FN est un parti fasciste ou fascisant comme s'il était une pure réplique des partis des années 1930 ? Pourquoi continuer d'agiter un épouvantail qui ne convainc que les convaincus, et qui n'a jamais empêché l'extrême droite d'engranger toujours plus de succès ? Pourquoi contribuer à redorer le blason de partis discrédités aux yeux d'une partie croissante de l'électorat populaire, en leur prêtant des allures de résistants alors que la distance entre le populisme réactionnaire d'une Marine Le Pen et les discours sécuritaires de la droite sarkozyste se réduit un peu plus à chaque élection ? Plutôt que de postures moralisantes, la gauche radicale a besoin... de radicalité. Elle doit cesser d'être l'appendice politique désolant d'une gauche socialiste à qui les scores du FN servent à faire oublier ses propres renoncements. Elle doit commencer par l'exemple de l'indépendance politique, du courage, et pour cela, aussi, rompre avec les travers que les salariés de ce pays, son public privilégié, honnissent de plus en plus largement : le cumul des mandats, les arrangements politiques, les compromissions de toutes sortes, la lutte des places. Elle doit miser sur les mouvements sociaux plutôt que sur les coalitions. S'attaquer à ces problèmes est la seule manière vraiment efficace de lutter contre la montée inexorable du FN. Il y a urgence.

**Un chantier idéologique et organisationnel** par Pierre Mathiot, professeur de science politique, Sciences-Po Lille



À l'issue de vingt mois d'élections aux résultats pour le moins contrastés pour l'ensemble des forces de gauche, la question n'est plus de savoir s'il est nécessaire de reconstruire à

gauche (ou de reconstruire la gauche) mais s'il est (encore) possible de le faire. Ce n'est en effet pas le moindre des paradoxes que de constater que François Hollande se trouve en situation de possible réélection en 2017, ce alors même que la gauche politique, dont il est issu, est dans une très profonde déliquescence idéologique, divisée, affaiblie par les revers électoraux et le départ de ses militants, incapable de voir émerger des dirigeants nouveaux, éloignée des milieux populaires, inaudible dans la jeunesse. À cet égard, il est malheureusement clair que la double

perspective de la présidentielle et des législatives de 2017, ajoutée à la gestion des effets, tant matériels que politiques, de l'actuelle séquence électorale, ne crée pas les conditions optimales pour qu'un examen de conscience doublé d'une réflexion innovante, et efficace électoralement, prenne corps dans les divers appareils partisans. Si l'on oublie tout de même un instant le poids des logiques (et des intérêts) propres aux organisations partisans, il semble que deux chantiers au moins devraient être rapidement lancés.

Il faut lancer un chantier idéologique et programmatique. Il est peu de dire que la gauche est aujourd'hui fortement divisée lorsqu'il s'agit d'analyser la situation économique et sociale, d'envisager quelles politiques publiques devraient être mises en œuvre, de les hiérarchiser selon leur degré de priorité. Cette division est d'autant plus incompréhensible et démobilisatrice pour les citoyens qu'elle traverse plusieurs des partis de gauche. Il est impératif que les diverses forces de gauche soient capables de faire le point sur leurs désaccords et d'identifier aussi les lignes principales autour desquelles il pourrait être possible de construire une plateforme commune. Le souci de mon point de vue est moins de constater qu'il existe schématiquement aujourd'hui deux courants principaux de pensée à gauche que d'établir précisément sur quelles bases ils se fondent et se distinguent et autour de quels points ils sont en mesure, localement et nationalement, de s'entendre. Cette exigence est une urgence car les citoyens, à force de ne rien comprendre à ce qui s'échange sur les plateaux de télévision, s'éloignent, quand bien même ils font encore (mais pour combien de temps) l'effort de voter pour la gauche. Cette exigence repose aussi, me semble-t-il, sur la nécessité impérieuse de sortir des discours incantatoires et simplificateurs qui ne servent plus qu'à resserrer des rangs clairsemés. Cette exigence, enfin, suppose, simplement et fondamentalement, de poser la question de savoir ce que c'est qu'être de gauche en 2016 en rappelant peut-être que l'un des principes fondateurs de cette identité est le mouvement, la réforme, le changement de l'ordre des choses.

Il faut aussi ouvrir un chantier organisationnel. Le constat n'est pas nouveau mais il est de plus en plus lancinant : les partis politiques, du fait de leur inertie, constituent une partie du problème lorsqu'on parle de reconstruction. Si l'on met de côté la famille écologiste, dont les manières de

faire partisanes sont à la fois originales mais génératrices d'ingouvernabilité interne, il faut accepter enfin de se dire clairement que le fonctionnement des partis, les logiques de leadership, l'influence extrême des professionnels de la politique et des permanents, agissent comme un répulsif de plus en plus puissant tant pour celles et ceux qui envisageraient de s'engager que pour les électeurs. Certes, la relance de la dynamique démocratique ne renvoie pas seulement à une réforme profonde des partis politiques, mais celle-ci doit en constituer l'un des fondements, pour chacun d'entre eux et sans doute en lien les uns avec les autres.

**Le rassemblement et la lisibilité** par Serge Regourd, directeur de l'Institut du droit de la culture et de la communication, Toulouse-I-Capitole



Quand un universitaire, doté de fortes convictions dites «de gauche», se confronte pour la première fois de sa vie à une élection – tête de liste départementale du rassemblement « Nouveau

monde en commun » pour la région Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon – il est d'abord confronté à un constat implacable : «C'est quoi la gauche aujourd'hui ?», question – et parfois réponse désespérante – entendue des centaines de fois durant cette campagne.

Alors, avant même de construire de savants discours, d'échafauder de nouvelles grilles programmatiques, de recourir à de nouveaux paradigmes, il convient, humblement, de faire retour au réel, au quotidien de ceux pour qui la «gauche» est supposée faire sens. Retour en quelque sorte aux exigences les plus élémentaires de la praxis, selon Marx. Et, prosaïquement, nous voilà entravés déjà par un problème de vocabulaire, d'identification terminologique, qui constitue la condition même de toute communication. Or, qui oserait aujourd'hui soutenir que la communication n'est pas – hélas – au cœur de la politique ? Ou que la politique n'est pas, si souvent, réduite à une pure communication ?

Sur ce terrain de la communication – qui définit l'espace public – le vocable de «gauche» s'inscrit dans un champ lexical sursaturé et illisible pour le

citoyen ordinaire : le Front de «gauche» comporte une composante, un Parti de «gauche». La première règle épistémologique est, pourtant, que le même mot ne peut désigner le tout et une partie de ce tout. Mais le Parti socialiste est aussi un parti – le premier – de «gauche». La deuxième règle épistémologique est, pourtant, que l'on ne peut être à la fois dehors et dedans. Pour faire bonne mesure, on ajoute le Parti radical «de gauche», et comme l'électeur de base ne comprend pas ces subtilités sémantiques, on le rassure en lui disant que la radicalité est ici modérée et ne relève évidemment pas «de la gauche de la gauche»... Raymond Devos et Bobby Lapointe sont des génies du langage... pour faire rire. La duplication de leur jonglerie lexicographique dans l'ordre du politique engendre, à l'inverse, des larmes de désespérance.

Ne plus savoir ce que les mots veulent dire constitue, déjà, le premier symptôme de la maladie qui affecte la «gauche» et qu'il faut traiter d'urgence. Camus disait en substance que «se tromper sur les mots, c'est ajouter au malheur du monde». L'absence d'identification qui résulte des polysémies ci-dessus évoquées rend la gauche illisible.

Ayant admis qu'une partie de celle-ci n'est plus réellement la gauche et qu'elle vise en réalité à opérer une recombinaison politique avec une partie de la droite et du centre droit, il reste que «la gauche de la gauche» sera réduite à l'impuissance tant qu'elle continuera à cultiver la multitude de ses chapelles et à privilégier ce qui fragmente.

Lever de telles hypothèques mortifères, tel était le sens du large rassemblement constitué pour les élections régionales en Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon, grâce à la lucidité et à l'intelligence politique de responsables comme l'écologiste Gérard Onesta et la communiste Marie-Pierre Vieu. Il ne s'agit, certes, que d'un fragile laboratoire, mais le rassemblement, l'unité, et donc la lisibilité et l'intelligibilité, constituent les premières conditions de reconstruction d'une gauche, qui devra elle-même déconstruire les amalgames et contradictions terminologiques : l'unité d'action corrigera la multiplicité des appellations. Encore la praxis !...

**L'avenir de la gauche** est en question par Pierre Khalfa, coprésident de la Fondation Copernic



Le sursaut citoyen du second tour pour faire barrage au FN ne doit pas faire illusion. Certes, ce dernier échoue à s'emparer d'un certain nombre de régions, mais il continue de progresser,

dépassant en nombre de voix celui de la présidentielle de 2012 alors même que la participation était moins importante à cette élection. La gauche, toutes composantes confondues, est à un niveau historiquement bas, et si le PS a pu sauver des régions, c'est avant tout grâce à des triangulaires. Le Front de gauche (FG), même allié dans certaines régions à EELV, n'a pas réussi à apparaître comme une alternative et enregistre au premier tour un de ses plus mauvais résultats.

Ces résultats reflètent l'état de la société française dans laquelle la xénophobie connaît un inquiétant développement, avec un recul des valeurs d'égalité et de solidarité, sur fond de désintégration sociale.

Pour les électeurs du FN, les questions économiques et sociales sont vues à travers le prisme de la recherche de boucs émissaires dont les immigrés, et en particulier les musulmans, sont aujourd'hui la figure la plus marquante. Les orientations du gouvernement Hollande-Valls participent activement d'un processus qui voit l'électorat de gauche déboussolé se désespérer chaque jour un peu plus.

Ce gouvernement vient d'ailleurs de donner une première réponse à la situation actuelle. C'est le refus de donner un coup de pouce au Smic. Alors même que le FN se nourrit de la désespérance sociale, le message est clair : on ne change pas une ligne qui perd. Cette orientation sur le plan économique et social s'est politiquement traduite dès dimanche soir par des appels appuyés à la droite «républicaine» pour que soit mis en place «le cercle de la raison», pour reprendre ici une formulation jadis employée par l'essayiste Alain Minc, regroupant libéraux de droite et de gauche.

S'il est peu probable que cette tentative, par ailleurs lourde d'un éclatement possible du PS, puisse voir le jour avant l'élection présidentielle de 2017, la question est aujourd'hui posée. C'est donc l'avenir de la gauche dans ce pays qui est en jeu, c'est-à-dire l'existence d'un mouvement politique portant les valeurs d'égalité, de solidarité, d'une gauche d'émancipation.

Le FG reste, malgré ses échecs et ses faiblesses, un point d'appui tant militant qu'électoral. Mais il est clair qu'il ne pourra à lui tout seul représenter une alternative politique. Les raisons en sont multiples (voir <http://blogs.mediapart.fr/pierre-khalifa>). Il faut en tirer les leçons et repartir de l'avant. Une reconfiguration du champ politique suppose de clarifier trois points.

Le premier renvoie aux orientations gouvernementales. Aucune proposition politique nouvelle à gauche ne peut naître sans s'opposer aux politiques néolibérales du gouvernement et à sa dérive néoconservatrice en matière de sécurité.

Mais, et c'est le deuxième point, on ne reconstruit pas l'espoir simplement en s'opposant. Il faut montrer qu'une société plus juste et plus égalitaire est non seulement nécessaire et bénéfique, mais réalisable, en articulant les solutions concrètes à un imaginaire qui permette de les envisager et d'emporter l'adhésion. Cela suppose, au-delà même du discours, s'appuyer sur les pratiques sociales émancipatrices qui voient le jour sur de nombreux terrains.

Conséquence de cette exigence – c'est le troisième point –, on ne construira pas une nouvelle donne politique à gauche par de simples manœuvres d'appareil.

Une refondation de la gauche ne peut être que l'objet d'un processus qui dépasse les forces politiques existantes, implique les citoyens et s'appuie sur les mouvements sociaux réels. C'est dans ce cadre qu'il faudra notamment envisager la désignation d'une ou d'un candidat à l'élection présidentielle de 2017.

**l'Humanité**.fr

**LAPRESSEENREVUE.EU**

## VII) Ile-de-France : duel au sommet pour la présidence du groupe PS



Le député PS de l'Essonne Carlos Da Silva en compagnie de Manuel Valls à Corbeil-Essonnes en mars 2014. Crédits photo : MIGUEL MEDINA/AFP

**L'élection à la présidence du groupe socialiste francilien a été le théâtre d'une virulente confrontation. C'est le vallsiste Carlos Da Silva qui a remporté la mise, devant Benoît Hamon. François Hollande et Manuel Valls ont été à la manœuvre.**

La partie a été difficile, serrée et mouvementée. A l'issue d'un match à couteaux tirés face à l'ancien ministre Benoît Hamon, Carlos Da Silva a été élu mercredi soir par ses pairs président du groupe socialiste en Ile-de-France lors d'un vote interne. Après la victoire de la liste de la droite et du centre conduite par Valérie Pécresse dimanche dernier au second tour des régionales, **le député vallsiste** de l'Essonne dirige donc désormais le principal groupe d'opposition à la région.

L'histoire serait presque anecdotique si les ténors du PS ne s'étaient pas tous mêlés. A commencer par le président de la République François Hollande, à la manœuvre avec le premier ministre Manuel Valls, le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis et le président de l'Assemblée Claude Bartolone, ex-tête de liste de la gauche. «C'est une affaire d'État», s'empare un socialiste francilien. «Leur but était de tout faire pour bloquer **Benoît Hamon**», regrette-t-il, parlant d'une «caporalisation inquiétante» du parti à l'approche de la présidentielle. «Il y a eu une pression délirante pour le débrancher», déplore un autre. «A chaque fois, ils se mettent au travers de la route de Benoît Hamon», note-t-il. En mai, le député frondeur des Yvelines souhaitait être la tête de liste du PS pour sortir du duel mortifère entre le président sortant Jean-Paul Huchon et sa numéro deux, Marie-Pierre de la Gontrie. Fortement incité par l'exécutif à se présenter, Bartolone avait contraint Huchon, de la Gontrie et

et Hamon à retirer leurs candidatures.

### Conciliabule dans le bureau de Bartolone

Après avoir démissionné de son poste de conseiller régional, «Barto» n'était pas candidat à la présidence du groupe PS francilien. A l'aile gauche, tous s'étaient mis d'accord sur la candidature de Benoît Hamon. Celle de Carlos Da Silva, pour la ligne majoritaire, ne souffrait pas non plus de contestations, même si Marie-Pierre de la Gontrie, le premier secrétaire fédéral hollandais du Val d'Oise Rachid Temal ainsi que Maxime des Gayets, le directeur de cabinet de Jean-Christophe Cambadélis, étaient eux aussi intéressés par la présidence du groupe.

Mardi soir, quatre heures après son pot de remerciement à son équipe, Claude Bartolone convoque les 37 nouveaux élus socialistes franciliens à son QG de campagne pour la désignation du président de groupe. La réunion commence avec du retard. Les élus patientent. «Barto» s'est en effet enfermé dans son bureau avec son directeur de cabinet à l'Assemblée Jean-Luc Porcedo, Carlos Da Silva et Benoît Hamon. L'ancienne tête de liste socialiste souhaite que les deux candidats trouvent un terrain d'entente. Le but? Ne pas recourir au vote.

Mais les deux candidats n'en démordent pas. Carlos Da Silva, qui aimerait lui aussi se passer du vote, rappelle qu'il a toujours été intéressé par ce poste, en cas de victoire comme de défaite. Benoît Hamon évoque quant à lui son statut d'ancien ministre et d'ex-conseiller régional francilien. Il annonce aussi avoir reçu le soutien de la maire de Paris Anne Hidalgo.

### Da Silva vainqueur malgré Hidalgo

C'est le blocage. Pour tenter d'en sortir, Claude Bartolone propose un troisième candidat. Le nom de Nadège Azzaz, tête de liste socialiste dans les Hauts-de-Seine, est entre autres avancé. «C'était un profil acceptable pour tout le monde», souligne un élu PS d'Ile-de-France. «Hollande, Cambadélis et Bartolone étaient prêts à ce qu'elle soit désignée», précise-t-il. Mais selon ce dernier, Valls ne veut pas en entendre parler. Le premier ministre défend son fidèle Da Silva.

Le vote à bulletin secret est donc inévitable. Il a lieu 24 heures plus tard, mercredi soir, toujours au local de la place de Catalogne, à Paris. Absent, Bartolone affiche son soutien pour Da Silva en lui donnant sa procuration. Résultat: 20 voix pour Da



Silva, contre 16 pour Hamon et une abstention. L'aile gauche du PS a pu compter sur le renfort de trois proches d'Hidalgo élus sur la liste parisienne: **Jean-Luc Romero**, Christine Frey et Stéphanie Veneziano. «Anne Hidalgo a été impeccable», se félicite un élu francilien qui a voté pour Benoît Hamon. Dans le camp de Carlos Da Silva, on fustige en revanche les interventions de la maire de Lille Martine Aubry et du député aubryste des Hauts-de-Seine Jean Marc Germain, mari d'Anne Hidalgo, en faveur de Benoît Hamon. «Après le vote, Bartolone a appelé Hamon pour lui dire que dans sa situation, il ne pouvait pas aller contre le président de la République, le premier ministre et le premier secrétaire du PS», révèle un conseiller régional francilien. Au PS, les séquelles de la campagne des régionales en Ile-de-France pourraient s'avérer plus importantes que prévues.

lefigaro.fr

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**